

EMMAÜS
NE PAS SUBIR
TOUJOURS AGIR



Février 2011

numéro **74**

LA LETTRE D'

emmaüs

FRANCE

VOUS POUVEZ AUSSI CONSULTER LA LETTRE D'EMMAÜS FRANCE SUR WWW.EMMAUS-FRANCE.ORG



Agir en banlieue



D.R.

Sandrine Martin

ÉDITORIAL

Logement: une politique indigente



→ **PAR PATRICK DOUTRELIGNE,**
DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL
DE LA FONDATION ABBÉ PIERRE

La Fondation Abbé Pierre vient de rendre public son seizième Rapport sur l'état du mal logement en France. Ce rapport analyse les conséquences de la crise financière sur le monde du logement et surtout sur les ménages. L'aggravation de la situation des plus modestes, le basculement de catégories de citoyens insérés dans des difficultés budgétaires avec des répercussions sur l'accès au logement, de plus en plus compliqué, ou le maintien dans cet habitat avec des loyers et des charges en augmentation : une partie de la classe moyenne commence elle aussi à être fragilisée.

Les réponses politiques sont inadaptées ou mal orientées quand elles alternent les réponses sécuritaires (Roms, Loppsi 2, ...) et le désengagement de l'Etat sur les aspects financiers ou son devoir de solidarité vis-à-vis des personnes les plus faibles.

Un appel est lancé aux pouvoirs publics pour changer de politique et cet appel souhaite le relais des associations, des partenaires, des syndicats, des bailleurs sociaux, des professionnels de l'habitat et bien sûr du grand public. À quinze mois d'échéances électorales très importantes, nous devons réclamer aux candidats à la présidence de la République d'intégrer dans leur programme la question du logement comme l'un des trois ou quatre thèmes majeurs de leurs propositions.

La crise du logement n'a que trop duré, le coût pour les collectivités publiques et bien sûr pour les personnes est devenu insupportable. L'effort à accomplir n'est pas démesuré. Il nous faut produire 500 000 logements par an pendant plusieurs années pour au moins sortir de la pénurie estimée à 900 000 logements. Dans cet objectif, il faut imposer qu'au moins 150 000 soient accessibles aux modestes et très modestes.

Il est nécessaire de lever les freins qui persistent dans notre société en alliant, d'un côté, la contractualisation entre l'Etat, les collectivités locales et les bailleurs pour donner les moyens financiers, fonciers et politiques pour atteindre le résultat et de l'autre, la contrainte. Il faut sanctionner davantage les communes qui ne respectent leurs obligations dans le cadre de la loi SRU (20% de logements sociaux) : augmenter le taux à 25 ou 30% dans les agglomérations à forte tension et retirer le permis de construire aux maires obstinément réfractaires.

Il en va de l'équilibre de notre société, de l'évolution du vivre ensemble, et enfin de la place et de la capacité reconnue à chacun d'appartenir au groupe social. L'abbé Pierre avait perçu l'importance capitale de ce problème de société dès 1954 et son appel jusqu'à sa dernière intervention publique, en janvier 2006, quand il se rend à l'Assemblée nationale pour défendre cet article 55 d'une loi qui permet aux plus faibles d'avoir la perspective d'un logement. Brandissons ensemble un carton rouge au mal-logement.



Chômage et pauvreté sont concentrés dans les quartiers sensibles de banlieue. Emmaüs y intervient pour recréer du lien et des emplois au pied des tours.

→ Un dossier coordonné
par Sandrine Martinez

Le dernier rapport de l'Observatoire des zones urbaines sensibles est alarmant. La fracture sociale s'y aggrave, la ghettoïsation s'y accroît et le chômage des jeunes y est le double de la moyenne nationale. La tâche est immense pour les associations qui œuvrent dans ces quartiers. Emmaüs ne pouvait en rester à l'écart. Plusieurs groupes ont lancé des projets pour ces populations défavorisées et souvent oubliées.

À Marseille, des quartiers voisins d'Emmaüs Saint-Marcel sont classés en ZUS. « C'est une des missions d'Emmaüs d'être ouvert sur le territoire d'autant plus si celui-ci est en souffrance, explique Anne Issler, une des responsables. Nous ne pouvons pas rester sans rien faire, il faut construire des passerelles. Nous avons choisi celle de la culture. » À la communauté, une trentaine d'habitants participent à des ateliers de sculpture et de peinture, financés par le soutien de la politique de la ville. Ce sont pour la plupart des personnes âgées aux faibles ressources ou des femmes seules. Car, dans ces quartiers, les familles monoparentales sont plus nombreuses qu'ailleurs. « Plus d'un allocataire de la Caisse d'allocations familiales sur cinq (20,7 %), résidant en zone urbaine sensible, appartient à une famille monoparentale », souligne l'Observatoire, contre 15,1 % sur l'ensemble de la métropole. Or, rappelle l'Insee, près d'un tiers des personnes issues d'une famille monoparentale vivent en dessous du seuil de pauvreté.

« C'est une des missions d'Emmaüs, d'être ouvert sur le territoire. »

→ Anne Issler,
responsable de la communauté
de Marseille Saint-Marcel

« Plus de capacités qu'ailleurs »

Quant aux jeunes de ces quartiers, ils souffrent souvent d'un manque de qualification à la sortie du système scolaire. Voire d'une désocialisation précoce. Difficile, dans ces conditions, de trouver un emploi. L'augmentation nationale du nombre de contrats aidés, en 2009, n'a pourtant pas bénéficié aux résidents des ZUS – alors qu'ils présentent le profil idéal pour ces embauches.

Il y a déjà plusieurs années, le maire de Chanteloup-les-Vignes (78) a demandé à l'entreprise d'insertion Le Relais de s'installer dans sa Zone de redynamisation urbaine. L'usine, installée à 500 m des cités, emploie 80 salariés, dont 50 % viennent de la ZUS. Jean-François Luthun, le responsable local du Relais, assure qu'il y trouve « plus de capacités qu'ailleurs » : « le racisme ou l'appartenance au quartier sont souvent des obstacles à l'embauche de ces personnes. »



DOSSIER

Aux côtés des habitants

A Boulogne-sur-Mer, Emmaüs va à la rencontre des habitants des quartiers défavorisés par l'intermédiaire d'adultes-relais. Ceux-ci travaillent à la communauté mais vivent en zones urbaines sensibles où ils apportent naturellement leur aide.

« L'atout des adultes-relais est de participer aux joies comme aux peines de la population. Ils deviennent des référents identifiés à Emmaüs. »

→ Jean-Michel, responsable d'Emmaüs Boulogne-sur-mer

Raynald discute avec un sans-abri âgé de 20 ans, assis devant une vitrine en centre ville. La veille, il a lu l'histoire du SDF dans le journal local : son parcours lui a rappelé le sien. Il propose au jeune homme à la rue de rejoindre la communauté de Boulogne-sur-Mer. Ce dernier accepte. Raynald, ancien compagnon de 38 ans, lui aussi revient de loin : « Emmaüs m'a sorti de la toxicomanie. Sans cela je touchais le fond ». Aujourd'hui, il est l'un des trois « adultes-relais » embauchés par la communauté. Des postes financés à 80 % par l'Etat pour faire du lien avec les habitants des quartiers sensibles, apaiser les conflits de voisinage et orienter les familles en difficulté vers les associations et les services sociaux appropriés.

Jean-Michel, le responsable de la communauté est un ancien éducateur. Il a vu à travers ce dispositif la possibilité d'aller « à la rencontre des habitants en difficulté » : « L'atout des adultes-relais est de résider dans ces quartiers, de participer aux joies comme aux peines de la population. Ils deviennent des référents identifiés à Emmaüs. Les habitants vont vers eux en cas de besoin, les bailleurs sociaux, les concierges savent qu'ils ont un savoir-faire ». Pour d'anciens compagnons, ce poste devient un tremplin vers la réinsertion. Ils passent le permis de conduire dans le cadre de leur formation. Ce qui leur permet d'occuper le poste de chauffeurs pour aller chercher et livrer les meubles chez les clients des cités.

« Dès qu'il y a un problème, on me le signale »

« Le concierge m'a alerté sur le cas d'une vieille dame dont le mari venait de mourir, relate Raynald. Elle ne percevait plus sa pension et était un peu perdue. Elle n'avait plus de micro-onde ni de télé. Dès qu'il y a un problème, on me le signale. » Il arrive aux adultes-relais d'intervenir lors des enlèvements de meubles chez les clients. Raynald se souvient d'une femme battue qui s'est confiée à cette occasion : « Je lui ai dit qu'il fallait porter plainte et contacter une association d'aide aux victimes ». Il n'existe pas de suivi de ces actions car ce n'est pas le rôle de l'adulte-relais. « Mais certains repassent comme clients à la communauté et nous glissent des nouvelles de leurs démarches », souligne Raynald. D'autres encore viennent se fournir en colis à la banque alimentaire proposée à la communauté.

Les « adultes-relais » font aussi du lien avec les compagnons. « Beau-

coup se confie à moi, il y a un respect mutuel », explique Raynald. Il est là pour les responsabiliser, leur rappeler l'importance de l'hygiène, etc. « Je les encadre, je sais comment leur parler : ne pas les agresser pour ne pas les braquer. » Ce père de deux enfants a accumulé une précieuse expérience depuis un an et demi à ce poste. Il envisage de passer un diplôme de moniteur éducateur, d'éducateur spécialisé ou de médiateur de la République ou d'évoluer, pourquoi pas, au sein d'Emmaüs. « Je sens que j'ai la fibre sociale », dit-il.



Sandrine Martinez



Des jeunes primo-délinquants voient leurs affaires judiciaires classées, en partageant le quotidien des compagnons. L'occasion de détruire les clichés et d'envisager l'apprentissage autrement.

Les uns sont nourris d'images télévisées de « racailles » de banlieues. Les autres ont la haine « des flics, des profs... », des adultes en général. Pourtant, compagnons d'Emmaüs et jeunes de quartiers sensibles ont partagé des moments forts pendant quatre jours à la communauté de Neuilly-Plaisance. Elle accueille, depuis l'an dernier, des groupes de sept ou douze mineurs primo-délinquants en « stage de citoyenneté » : un dispositif d'alternative aux poursuites social et éducatif, expérimenté sur un mode collectif par le tribunal de Bobigny. Les jeunes aux casiers « légers » peuvent ainsi voir leurs affaires classées.

Jean-Michel, compagnon, n'aime pas qu'on mette le nez dans son atelier de réparation de fours et de frigos. Alors un jeune de cité en plus ! Il reconnaît maintenant ses a priori : « Ils m'ont permis de finir un ou deux trucs en plus, ça m'a aidé. D'ailleurs je l'ai dit au gamin ». Fait rare pour ces jeunes qui se font régulièrement traiter de bons à rien par leurs parents ou leurs professeurs. « On leur donne le choix de l'atelier auquel ils peuvent participer avec les compagnons, précise Olivier Galland, un des responsables de la communauté. Ils adorent mettre les mains dans le cambouis, bricoler, réparer. Au final, ils sont contents de réaliser quelque chose d'utile. »

Deux animateurs de l'Association départementale de la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ADSEA 93) les accompagne et les encadre durant le stage. Le programme est construit conjointement avec la communauté : un reportage photo, des rencontres avec la Fondation Lilian Thuram qui lutte contre le racisme, ou avec un membre du Paris football gay, histoire de bousculer les clichés ! Le premier jour, les parents sont toujours reçus : « Quand certains protègent la bêtise de leurs enfants, c'est difficile d'avancer », explique Olivier Galland.

« On bosse ensemble, c'est du concret »

Les débuts sont toujours laborieux. « Les mêmes sont dans la provocation, mais après il se joue des choses sur l'exemple qu'ils voient ici, raconte Philippe, compagnon qui travaille au tri des vêtements. Ils découvrent la valeur du travail et de l'apprentissage autrement : on bosse ensemble, c'est du concret. » Intérêt de ce stage, selon Marc Boitel, l'animateur : « À Emmaüs, les jeunes voient des compagnons faire face à l'adversité et se relever en agissant collectivement. Et puis, on les prend comme ils sont, sans les juger ». Il ajoute : « Des parents qui doutaient des capacités de leurs enfants ont été surpris de les voir respecter des horaires et changer leurs comportements. » Si le recul manque sur cette mesure, en revanche on sait qu'après une mesure de réparation pénale (accueil individualisé d'un jeune sur un jour ou deux, comme cela se fait dans plusieurs communautés, dont Neuilly-Plaisance), 70 % des jeunes sont non récidivistes dans les deux années qui suivent.

« À Emmaüs, les jeunes voient des compagnons faire face à l'adversité et se relever en agissant collectivement. »

→ **Marc Boitel,**
animateur de l'ADSEA 93



DOSSIER

«Impliquer les gens des quartiers dans le militantisme»

Dan Ferrand Bechmann, ex-présidente de l'Association française de sociologie, s'est penchée sur l'exclusion en banlieue. Elle y voit des capacités inexploitées, y compris par les associations.



« Le rôle des associations devrait venir s'ajouter à la protection minimum de l'Etat, mais celle-ci est rarement suffisante. »

→ **Dan Ferrand Echmann, sociologue**

→ **Quelle photographie des quartiers pouvez-vous dresser à la suite de vos études ?**

Dan Ferrand Bechmann - Il s'agit « de vies en sourdines ». Il y a un décalage flagrant entre le mode d'habitation et la culture des familles d'origine « étrangère ». Le décalage est aussi dans le mode de solidarité et la culture d'entraide qu'elles ont connu et la bureaucratie sociale à laquelle elles s'affrontent. L'exclusion, déqualification, disqualification, désaffiliation, perte d'autonomie, de relations sociales... La pauvreté n'est pas seulement monétaire mais elle acquiert une forme « statutaire », celle de l'humiliation, du recours à l'assistance, de la galère et du déracinement. Tous les habitants des quartiers défavorisés ont un cumul plus ou moins important de handicaps : logement, santé, scolarisation, revenu, endettement, emploi, ruptures familiales, papiers, insertion, intégration... Face à eux les associations ont souvent un rôle spécifique et ont des difficultés à répondre à tous les problèmes.

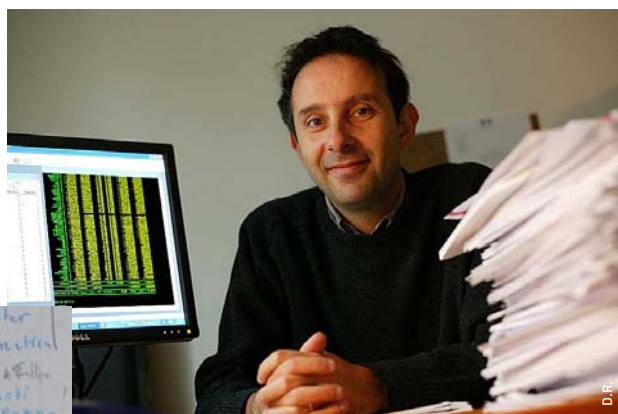
→ **Quel rôle jouent les associations ?**

D-F.B. - Les associations jouent un rôle formidable. Mais il faut savoir qu'il existe aussi une solidarité entre les habitants de ces quartiers qui est énorme : entre ceux qui viennent de la même région d'un pays et plus globalement entre ceux qui partagent le même sort. Les voisins apportent des plats, gardent les enfants... Ce sont deux soupapes qui expliquent que les quartiers n'ont pas encore explosé. Le rôle des associations devrait venir s'ajouter à la protection minimum assurée par l'Etat, mais celle-ci est rarement suffisante. Regardez le droit au logement, c'est scandaleux : ça ne fonctionne pas. Et dans un contexte de crise économique, l'Etat ne peut pas tout faire et les crédits aux associations diminuent. Pourtant le rôle d'accompagnement de ces dernières, de soutien dans un parcours vers l'insertion ou la formation est indispensable dans ces quartiers dont tout le monde se détourne. Elles sont aussi importantes pour les bénévoles à qui elles permettent de trouver une occupation, une ouverture, un regard positif sur eux-mêmes.

→ **Quels types d'interventions peut-on développer dans ces quartiers sensibles ?**

D-F.B. - Les associations doivent surtout éviter de faire à la place des gens mais leur donner la possibilité d'être autonome. Elles ne doivent pas non plus mettre les bénévoles là où on peut créer un emploi. Il faut veiller aussi à ce que les personnes elles-mêmes aient le droit de participer aux solidarités et siègent dans les associations. C'est important. Cela peut demander des efforts pour les former, au départ, mais c'est ce type d'actions qui peut les aider. Elles ont les capacités, car pour survivre dans les quartiers, croyez-moi, il faut des compétences ! Pour les jeunes par exemple, on doit les intéresser à un projet « légitime » : le sport ou une activité sur des chantiers en France ou à l'étranger, cela donne des résultats incroyables. En sortant du quartier et en se rendant utiles, ils s'aperçoivent qu'ils sont plus favorisés qu'ils ne le pensaient. Impliquer les habitants dans le militantisme pourrait donner une force supplémentaire à ces quartiers.

L'indignation des économistes atterrés



Ils sont économistes et se déclarent « atterrés » par les politiques économiques européennes, élaborées sous la pression de la Commission européenne, du FMI et des agences de notation. Une « orthodoxie néolibérale » qui accroît l'instabilité et les inégalités.

→ Par Gilles Ducassé
Délégué général adjoint
de la branche économie
solidaire et insertion

À côté du triomphe éditorial d'*Indignez-vous* de Stéphane Hessel, le *Manifeste d'économistes atterrés*, autre remise en cause du système, connaît lui aussi un beau succès de librairie. Le manifeste du Collectif des économistes atterrés a d'ailleurs recueilli plus de 800 signatures sur ces idées : « La crise économique et financière qui a ébranlé le monde en 2008 n'a pas affaibli la domination des schémas de pensée, qui orientent les politiques économiques depuis trente ans. Le pouvoir de la finance n'est pas remis en cause. En Europe, au contraire, les Etats, sous la pression des institutions européennes et internationales et des agences de notation, appliquent avec une vigueur renouvelée des programmes de réformes et d'ajustements structurels, qui ont dans le passé montré leur capacité à accroître l'instabilité économique et les inégalités sociales ».

Parmi les dix fausses évidences, dénoncées par le collectif, notons celle-ci : « Il faut réduire les dépenses pour réduire la dette publique ».

D'abord, soulignons que le taux de croissance de l'économie dépend aussi des dépenses publiques ! En effet, à court terme, l'existence de dépenses publiques stables limite l'ampleur des récessions et à long terme, les investissements et dépenses publiques (éducation, santé, recherche, infrastructures...) stimulent la croissance. Il est donc temps démasquer les mensonges du discours ambiant qui affirment que tout déficit public accroît d'autant la dette publique, ou encore que toute réduction du déficit permet de réduire la dette. Si la réduction des déficits plombe l'activité économique, la dette s'alourdira encore plus.

Nous voyons directement une application de ce principe dans le financement d'une entreprise d'insertion par exemple, qui pour 1 € investi en subvention rapporte au moins 2 € en recettes fiscales à la collectivité, sans parler de la remise à l'emploi des personnes, des actions de solidarité conduites et de la richesse créée. Pourtant, alors que le chômage n'a jamais été aussi haut depuis longtemps, il est ahurissant de constater, pour cette année, une nouvelle baisse des crédits de la politique de l'emploi, en particulier sur les contrats aidés !

En ces temps de crise, au lieu d'avoir une politique d'austérité, investissons, augmentons le nombre de contrats aidés et de postes d'insertion, permettons la création de nouvelles structures d'insertion au travers de l'économie verte ou des marchés publics.



Manifeste d'économistes atterrés
(Les liens qui libèrent).
5,50 euros.
<http://economistes-atterres.blogspot.com>

PORTRAIT

Un boulot pour repartir à zéro

Sans diplôme, Mohamed a galéré quelques années entre rap et travail non déclaré. Engagé en contrat aidé à la boutique Emmaüs de Nanterre, il a des raisons d'espérer reprendre ses études en alternance. Et déjouer son destin.



« À Emmaüs, on me fait confiance et je découvre le travail en équipe. »

→ **Mohamed, salarié en insertion à la boutique Emmaüs de Nanterre**

Mohamed, 20 ans, préfère éviter les caricatures. Jeune, vivant en cité à Nanterre, noir, issu d'une famille nombreuse, ayant arrêté ses études après le brevet... À demi-mot, il évoque des copains qui se voient refuser des emplois à cause de leur couleur de peau ou du nom de leur rue. Lui, il dit juste qu'il n'a pas été assez sérieux dans ses études : « J'avais choisi de faire un BEP plomberie, mais je n'ai pas réussi l'examen. Et puis pendant un bon bout de temps j'ai galéré ». Enfin presque. Il se consacre à sa passion d'alors : le rap, « pour l'écriture ». C'est ainsi qu'il contacte le club de prévention local afin de trouver un local pour répéter. Entre temps, il fait des petits boulots non déclarés (livraison de pizza...) et démarché les employeurs plombiers pour décrocher un emploi en alternance. Mais rien : on ne lui propose au mieux que des stages.

Lorsque le club de prévention lui propose de postuler à la boutique d'Emmaüs, le garçon « en galère » n'hésite pas un instant. « Je n'y aurais jamais pensé tout seul : pourtant j'habite à côté. Je ne savais pas que cette boutique proposait des emplois en insertion. » Depuis juin dernier, Mohamed fait ses premières armes dans le monde du travail avec un vrai contrat. Celui-ci vient d'être renouvelé pour six mois. « On me fait confiance et je découvre le travail en équipe », explique celui qui passe trois jours par semaine à stocker les meubles, les vendre en boutique ou les livrer chez les clients. Le reste du temps, il continue ses recherches d'emploi. Fidèle à son premier choix : la plomberie. L'assistante sociale stagiaire qui l'accompagne décrit un jeune homme qui a de bonnes chances de se réinsérer, avec le début de qualification dont il dispose et l'expérience acquise à Emmaüs : « Un premier emploi dont le résultat est concluant, ça rassure les entreprises ».

Grâce au réseau de la boutique Emmaüs de Nanterre, Mohamed peut trouver une entreprise de plomberie correspondant à ses attentes. « Tout les espoirs sont à nouveau permis ! » Par ce passage à Emmaüs, il a aussi découvert l'engagement solidaire : il s'est porté volontaire pour partir, sur son temps de vacances, avec un compagnon, sur un chantier humanitaire de la communauté de Bougival au Pérou. De Nanterre à Piura, qui l'eut cru il y a seulement six mois ?

LA LETTRE D'
emmaüs
FRANCE

La Lettre, publication mensuelle d'Emmaüs France—ISSN 1767-7408—47, avenue de la Résistance, 93104, Montreuil Cedex — Tél. 01 41 58 25 00—Fax 01 48 57 45 95—contact@emmaus-france.org—www.emmaus-france.org **Directeur de la publication** Christophe Deltombe **Directrice de la rédaction** Sandrine Witeska **Rédactrice en chef** Sandrine Martinez **Abonnements** Laure Campagne **Secrétaire de rédaction** Teddy Roudaut **Rédacteur** Patrick Doutreligne, Gilles Ducassé **Photographies** Sandrine Martinez, association Zy'Va **Artwork** l'éclaireur **Maquette** Teddy Roudaut **Impression** Marnat **Imprimé sur papier recyclable.**

EMMAÜS
NE PAS CROIRE
TOUJOURS AGIR



La Lettre d'Emmaüs France
déménage sur
www.emmaus-france.org

Vous pourrez retrouver La Lettre mensuelle d'Emmaüs France sur Internet d'ici fin mars. Si vous souhaitez être informé de cette évolution, vous pouvez nous renvoyer ce bulletin ou nous envoyer un mail à : la.lettre.emmaus@emmaus-france.org

Votre email

Vos coordonnées postales complètes

Emmaüs France
La Lettre
47 avenue de la Résistance
93104 Montreuil cedex

